

<http://collectiflieuxcommuns.fr/?243-francois-partant-et-la>



François Partant et la décroissance

- Documents extérieurs - Idéologies, mythes et fausses subversions - L'écologie politique contre l'écologisme -



Date de mise en ligne : samedi 19 septembre 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Source : <http://www.decroissance.info/La-dec...>

Une version encore retouchée de ce texte est paru dans le bulletin n°7 (décembre 2006) de [Notes & Morceaux Choisis, bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle - 52, rue Damrémont - 75018 Paris](#)

« François Partant et la décroissance »

par Catherine Tarral, Membre de La Ligne d'Horizon.

Tout de suite surgit une difficulté de taille : La décroissance est un concept Â« auberge espagnole Â» dans lequel on peut mettre apparemment beaucoup d'idées certaines contradictoires entre elles, et cela tant au niveau concret qu'au niveau théorique. Il y a donc une difficulté sérieuse pour le comparer avec une théorie cohérente et achevée.

J'ai choisi comme documents de référence un livre collectif « Objectif décroissance », coordonné par Silence et édité dans la collection « L'après-développement » dirigée par S. Latouche. Il est peut-être utile de commencer par un éclaircissement sémantique : François Partant n'a jamais parlé de décroissance. Dans son analyse critique, la notion centrale est le développement et non la croissance. Le développement définit un système où toutes les dimensions de l'existence humaine, le politique, le social, le culturel sont subordonnées à l'économie, dont le moteur est la croissance indéfinie (d'ailleurs, si la croissance est le moteur du développement, le développement peut continuer et continue même en période de crise et de décroissance). Ceci explique peut-être la divergence qui englobe toutes les autres : en effet, bien que de nombreuses pages des écrits de Partant soient consacrées à démontrer le mécanisme de formation de la richesse par l'accumulation du capital, c'est-à-dire à faire de l'économie (de l'anti-économie), ce qui est décisif pour lui, ce n'est pas l'économie, c'est la politique, tant du point de vue de l'analyse que du point de vue des propositions. Or, si les décroissants (que j'ai pu lire) ont un point commun, c'est qu'ils ignorent la question politique. Je reviendrai plus loin sur ce point qui me semble tout à fait fondamental.

J'évoquerai d'abord rapidement les points d'accord, pour simplifier : ce qui est « Partanien », et plus longuement bien sûr, ce qui est anti-Partanien dans les textes de la décroissance (dont j'ai eu connaissance).

Ce qui est « Partanien » dans la « Décroissance » : Comme François Partant, les décroissants dénoncent la subordination à l'économie de toutes les dimensions de l'existence humaine ; comme lui également, ils considèrent que c'est la croissance illimitée qui crée la pauvreté moderne et que la survie des écosystèmes passe par la réduction drastique de la consommation des riches de la planète. Qu'est-ce qui est anti-Partanien ?

A la lecture des textes décroissants se dégage, me semble-t-il, une convergence d'analyse qui s'oppose aux éléments pivots des hypothèses de François Partant. D'abord concernant la dynamique même du capitalisme mondialisé et la possibilité ou pas de le réformer, ensuite sur la nature de l'état, et enfin sur les conditions d'une alternative au système.

1°) L'idée qu'il est possible de changer ou de révolutionner le système de l'intérieur, parce que la puissance du capital dépend de choix économiques libres faits par les détenteurs decapitaux et les politiques à leurs

ordres.

Par exemple pour Helena Norberg-Hodge, (« Relocaliser l'économie » in « Objectif Décroissance »), c'est la mondialisation de l'économie qui est à l'origine du malheur moderne « depuis le réchauffement croissant de la planète jusqu'à l'extinction de l'espèce humaine en passant par le terrorisme, la précarité de l'emploi, la pauvreté, le crime ou l'effacement de la démocratie... ». D'après elle, la mondialisation du capital procède d'un choix politique des multinationales et des gouvernements qu'il séduit ou qu'il soudoie, elle en conclut qu'il suffirait d'inverser ces choix pour « relocaliser » l'économie - et qu'il est possible de le faire sans sortir du système d'accumulation capitaliste ni de la construction politique nationale et internationale qu'il a favorisé.

En effet, H.N.H. attribue un rôle central à l'intervention étatique dans la mondialisation de l'économie, directe par les subventions, ou indirectes, par des lois, taxes, réglementations... Logiquement ses propositions pour relocaliser l'économie concernent l'affectation des subventions et la modification des lois et réglementations nationales et internationales. Ainsi les subventions ne seraient plus affectées aux autoroutes ou aux aéroports, mais aux petites routes, aux pistes cyclables, aux navettes ferroviaires et aux voies permettant le transport par animaux..., non aux hypermarchés mais aux petits marchés de producteurs, non à l'agriculture intensive d'exportation mais à l'agriculture bio et aux petites exploitations etc.... Dans le domaine législatif et réglementaire, elle propose de rétablir les barrières douanières, limiter la libre circulation des capitaux, de taxer le « travail mort » plutôt que le travail vivant etc... etc... Nous allons laisser de côté la pertinence du contenu des mesures proposées pour nous intéresser à l'hypothèse de base d'HNH, qui ressemble à celle du courant majoritaire d'ATTAC et qui est profondément anti-partisane. En effet, l'un des piliers théoriques de l'analyse de F. Partant est la démonstration que le capital n'a pas plus la liberté de se mondialiser ou de ne pas se mondialiser qu'il n'a la liberté de faire ou de ne pas faire de profits : la mondialisation du capital obéit à la logique d'un système qui s'asphyxie s'il ne s'étend pas. Autour du XVII^e siècle, une nouvelle classe en formation a fait faire à la société européenne un choix politique inédit, elle a libéré l'économie. À partir de ce choix réellement fondateur, s'est mise en marche une machine infernale dont le moteur est la concurrence, or, la dynamique concurrentielle est par essence immaîtrisable : grâce aux gains de productivité permis par le progrès technologique, le propriétaire de l'outil de production élimine ses concurrents et accumule le capital, laquelle accumulation permet de dégager des ressources pour d'autres progrès techniques etc... Ainsi la machine avance en éliminant tous les systèmes productifs qui l'ont précédée, mieux elle s'en nourrit... Car si son moteur est la concurrence, son carburant ce sont justement ces systèmes productifs moins compétitifs. (En détruisant ces systèmes productifs, le développement détruit aussi les sociétés dans lesquelles ils étaient insérés et les écosystèmes dont ils dépendaient.)

Paradoxalement le pouvoir du capital n'est pas un pouvoir économique, il est essentiellement politique : il peut influencer les gouvernements, manipuler l'opinion, voire fomenter des coups d'état ou inspirer des réglementations (voir l'OMC), mais sur le terrain strictement économique il est conditionné : le dirigeant de la plus puissante multinationale exerce son pouvoir dans un sens qui s'impose à lui.

François Partant va jusqu'à dire que le Capital est si étroitement soumis à une logique, qu'il n'est lui-même qu'une logique et c'est à cette logique que se plient tous ceux qui détiennent une fraction du pouvoir économique, depuis le P.D.G. de la multinationale jusqu'au patron de la plus petite entreprise. Le Capital n'obéit qu'à un critère unique celui de la rentabilité maximale, ce critère est supra national et surtout, il est impératif : l'agent économique qui ne le respecte pas disparaît. Mais si le Capital n'est pas libre de ses choix, le pouvoir politique ne l'est pas non plus. L'état ne peut plus remédier à l'irresponsabilité fondamentale du capital dans le domaine socio-politique car le champ de la politique et celui de l'économie ne coïncident plus : le premier demeure national alors que l'autre est devenu supra national. En perdant leurs cohérences anciennes, les appareils nationaux se sont dissous dans l'appareil mondial de production. Les états ne peuvent plus adopter de politiques volontaristes contraires aux intérêts du Capital, la seule politique qu'ils peuvent mener consiste au contraire à favoriser ses entreprises en affectant à ces fins les moyens très importants dont ils disposent pour intervenir dans l'économie. Il n'y a pas de différence qualitative entre le capital mondialisé et non mondialisé, il n'y a qu'une différence de degré : la concurrence est encore plus féroce en

économie mondialisée.

Voilà pourquoi la mondialisation de l'économie est irrésistible et irréversible : l' « action civilisatrice du capital » provoque sur ses ruines un remodelage économique et social sur lequel il est impossible de revenir.

Pour être concret, prenons l'exemple du protectionnisme commercial qui est une des propositions d'Helena (certains décroissants vont plus loin, W.Hoogendijk, « Calmer l'économie » propose d'instaurer des taxes aux frontières des régions) : Si la France taxait les importations, les autres pays en feraient autant ce qui entraînerait l'effondrement immédiat de notre économie puisque tout notre appareil productif dépend du marché mondial. Comme les capacités d'intervention de l'état dépendent des prélèvements qu'il effectue sur la valeur produite par l'appareil productif, il serait dans l'incapacité de remédier à l'effondrement social, d'où émeutes, pillages, insurrection et pendaison d'H.N.H. par la foule déchaînée.

Les libéraux ont raison : à l'intérieur du système une autre politique est impossible Nota Bene : Il me paraît difficile de critiquer certains textes parus dans « Objectif décroissance » sans accorder une mention spéciale à « A la conquête des biens relationnels » de Mauro Bonaïuti, celui-ci, à la suite de N. Georgescu-Roegen, prône la décroissance des quantités physiques produites dans le monde. Constatant qu'un tel programme provoquerait une crise économique et sociale majeure, Il propose « afin qu'à la décroissance des quantités physiques produites ne corresponde pas une décroissance de la valeur de la production », de marchandiser les « biens relationnels ». Il s'agit apparemment d'une nouvelle version d'une assez vieille idée selon laquelle, l'économie moderne devenue cyber-économie serait beaucoup moins polluante que la vieille économie du XIX^e siècle avec ses hauts-fourneaux, mais à l'époque (il y a 30 ans) c'était JJSS et ses épigones qui propageaient ces brillantes théories. Cependant, Mauro Bonaïuti va plus loin : si j'ai bien compris, il expose une idée encore plus bizarre (et plus anti-partanienne) : l'idée bizarre selon laquelle l'omnimarchandisation des rapports humains pourrait diminuer la pression de l'humanité sur les écosystèmes... Naturellement il n'en est rien puisque les revenus distribués à travers ces métiers relationnels ne pourraient être prélevés que sur la valeur créée par les activités productives de biens matériels. (Faut-il rappeler que la seule manière connue de produire de la valeur se fait par l'action du travail sur la matière première !). De plus, Mauro Bonaïuti ne semble pas perturbé par le fait que le système capitaliste s'occupe déjà très efficacement de marchandiser les « biens relationnels » que c'est même un de ses traits les plus mortifère, et que, ce qui n'est pas transformé en marchandise par le capital est transformé en « services » par l'état. Ainsi la proposition de Mauro Bonaïuti consiste tout simplement à pousser l'aliénation moderne à son extrême le plus radical.

2°) Décroissance de tout sauf de l'Etat.

Les décroissants ont une façon originale de résoudre la question de l'état : ils ne la posent pas. Il faut croire que pour eux, l'état moderne « va de soi », ainsi Clémentin et Cheynet... « Tout artisan ou commerçant serait propriétaire de son outil de travail et ne pourrait prétendre à plus ...Les services publics essentiels qui auraient comme caractéristique d'être non-privatisables » et F. Schneider « ...On pourrait aussi abaisser le temps de travail de façon à réduire les revenus ...Mettre en place de nouvelles limites techniques créant des barrières artificielles à la croissance de la consommation, par exemple en maintenant des capacités réduites sur les routes afin d'éviter une croissance du trafic ». et Hoogendijk « ...Cette remise en cause sera facilitée par une forte taxe sur les transports », j'ai déjà mentionné que l'essentiel des propositions d'HNH était des propositions réglementaires qui supposaient un état et même un état fort, ...etc . A aucun moment les auteurs ne semblent se poser la question de la nature de l'état, de l'appareil coercitif indispensable à l'application des mesures parfois rudes qu'ils préconisent, ils n'imaginent pas non plus apparemment que l'état pourrait ne pas être l'instrument adaequat d'une entreprise de libération de l'humanité. Au contraire, François Partant ne sépare pas la critique de l'Etat de celle du capital, il se distingue (sur ce point comme sur bien d'autres), à la fois des libéraux et des marxistes. Pour Partant, l'Etat moderne est consubstantiel au capitalisme, il est l'état de l'accumulation de capital et ne peut être rien d'autre. L'état organise la société en fonction des besoins du capital car la croissance qui reflète l'enrichissement est pour l'état lui-même une priorité absolue. Il effectue des prélèvements sur toutes les activités productives, tous les producteurs, toutes les

transactions mêmes improductives, toutes les formes de consommation... Pour qu'elle soit possible, une activité productive doit assurer la reproduction élargie non seulement du capital mais aussi de l'état.

Considérable par son ampleur, cette exploitation n'est jamais dénoncée par les syndicats, elle est tolérée et même réclamée par la société ; en effet, l'état est en charge de la « justice sociale » c'est à dire, la charité publique, le soin aux enfants, aux malades, aux vieillards, en fait les fonctions qu'assuraient gratuitement les solidarités traditionnelles avant que le capital, en détruisant leurs bases matérielles et morales, ne justifie l'omniprésence de l'état moderne et sa croissance exponentielle.

Chaque intervention protectrice de l'Etat diminue encore un peu la capacité de chacun d'entre nous d'être acteur de sa propre vie et ce faisant nous livre chaque fois un peu plus aux « lois de l'économie ». C'est une aberration d'en appeler à l'état contre le capital, ça en est une plus grande encore de croire que l'on peut s'emparer de l'état pour lui faire mettre en oeuvre les conditions de sa propre ruine.

3°) L'Idéalisme politique.

La troisième grande différence que je voudrais pointer concerne l'idéalisme politique (de la majorité des auteurs que j'ai pu lire), cela consiste à faire des propositions sans jamais se préoccuper sérieusement des moyens de leur mise en oeuvre.

En effet, lorsqu'une personne, un parti ou un mouvement met en avant un programme, il doit se poser plusieurs questions : qui va le porter (quelle force sociale), qui va l'appliquer, par quels moyens ? À un programme correspond un parti qui le propage et une classe ou une couche sociale qui s'y retrouve. Quelle est la fraction de la société susceptible de défendre les programmes décroissants ? Les paysans, les ouvriers, les fonctionnaires, les intermittents du spectacle ? Il est permis d'en douter quand on constate que malgré leur diversité, les revendications de toutes ces catégories ont un point commun : réclamer plus de salaires au capital et plus de dépenses à l'état. En faisant de nous des consommateurs le capital et son compère l'état ont fait de nous des complices, le capital est devenu un pouvoir immanent, il n'y a plus de classe révolutionnaire et notre servitude est volontaire. Malgré tout, supposons la question précédente résolue, qui va donc appliquer ce programme ? Il paraît peu probable que notre classe politique se laisse convaincre d'organiser son propre suicide, il faut donc que les décroissants prennent le pouvoir... Comme personne ne semble poser la question de la lutte armée, il ne reste que les élections.

Si toutefois une majorité de votants éliaient un président décroissant et une majorité parlementaire décroissante, il leur faudrait encore appliquer leur programme. Là encore, le radicalisme des propositions des décroissants contraste avec l'absence de réflexion sur la question du pouvoir.

Car enfin, quel niveau de coercition faudrait-il exercer pour faire appliquer des propositions comme celles qui suivent : (prises un peu au hasard dans les textes de référence) « diminuer le temps de travail pour diminuer les revenus » et « créer des écotaxes pour augmenter de façon générale le prix des produits ». (Pas d'efficacité sans sobriété) ou « tout artisan ou commerçant serait propriétaire de son outil de travail et ne pourrait prétendre à plus » (Vers une économie saine). Et encore, « l'activité de base partout dans le monde sera l'agriculture bio et la chasse ou la pêche » (Calmer l'économie)... Pol pot a essayé, mais il avait une dictature, une police politique, des camps de travail... et j'ai l'impression qu'aucun décroissant envisage de recourir aux mêmes méthodes.

F. Partant peut être considéré comme un utopiste, cependant il n'est jamais tombé dans ce travers si fréquent qui consiste à ignorer les conditions de l'agir politique. Au contraire, considérant que le pouvoir n'était plus dans le pouvoir, il affirme que l'alternative ne peut pas s'inscrire dans l'évolution du système, en d'autres termes, il est exclu que sa base sociale soit celle de l'état nation ni que son économie se déploie à l'intérieur du système concurrentiel. Il

estimait que le seul cadre possible d'exercice de la liberté était dans l'auto institution de sociétés autonomes. Dès « La fin du développement » François Partant écrivait : « L'alternative n'a aucune chance d'apparaître en un point quelconque du globe, pour ensuite se propager comme devait le faire la révolution. Elle ne peut pas davantage s'inscrire dans l'évolution du système. Si elle voit le jour, elle apparaîtra à la faveur de la décomposition sociale que provoque l'évolution techno-économique, et comme le résultat possible, mais nullement certain, de l'effondrement du système. Tout reconstruire de bas en haut, tandis que tout se désorganisera sous la pression d'évènements transnationaux incontrôlables, ce n'est évidemment qu'une éventualité. Il en existe beaucoup d'autres : guerre nucléaire, désastres écologiques..., Chaos généralisé et émergence de dictatures... Tout est possible. Une seule chose à coup sûr ne l'est pas : cet « avenir de progrès » qu'on persiste à nous promettre. C'est pourquoi l'éventualité la plus optimiste devrait pouvoir servir d'hypothèse de travail à ceux qui contestent le système ... L'alternative n'est pas à imaginer pour demain, mais à mettre en forme aujourd'hui... Il faut que les alternatifs sachent quel avenir ils entendent préparer par leurs initiatives actuelles, et comment cet avenir, qu'ils forgent pour eux-mêmes, s'articule avec celui des majorités. Il faut qu'ils se dotent d'un projet politique... Ce projet ne sera à mettre en oeuvre que par ceux qui s'excluent du système, et éventuellement, par ceux qui en sont exclus et qui acceptent de l'être. Il ne concerne les autres que dans la mesure où ils seront, eux aussi placés devant des choix qu'ils ne peuvent faire à l'heure actuelle... L'engagement politique change donc à la fois de terrain et d'objet pour prendre une ampleur toute nouvelle. Son but est de rendre une finalité politique à l'évolution humaine. Car le progrès véritable n'est pas dans la connaissance et la maîtrise des techniques. Il est politique. Il est dans l'aptitude des hommes à se gouverner, individuellement et collectivement, en mettant leurs connaissances et techniques au service de cet art de vivre ensemble ». (cf « La fin du développement » p145 - 155)